



Assemblée nationale

journal des Débats

Première session — 29^e Législature

Le mardi 10 novembre 1970

Vol. 10 — N° 23

Président : l'honorable Jean-Noël Lavoie

TABLE DES MATIÈRES

Une minute de silence en l'honneur de MM. Laporte et de Gaulle.	1461
Projet de loi no 42 — Loi du ministère des Affaires sociales	
Ire lecture.	1461
Projet de loi no 43 — Loi du Conseil des affaires sociales et de la famille	
Ire lecture.	1461
Projet de loi no 44 — Loi modifiant le Régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives	
Ire lecture.	1462
Projet de loi no 45 — Loi de la protection du consommateur	
Ire lecture.	1462
Projet de loi no 46 — Loi prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires	
Ire lecture.	1464
Projet de loi no 47 — Loi modifiant la loi de police	
Ire lecture.	1464
Projet de loi no 48 — Loi modifiant le Code civil et concernant les enfants naturels	
Ire lecture.	1465
Projet de loi no 50 — Loi modifiant la Loi des cités et villes	
Ire lecture.	1465
Projet de loi no 51 — Loi modifiant le code municipal	
Ire lecture.	1466
 Hommage à MM. Pierre Laporte et Charles de Gaulle	
M. Robert Bourassa.	1466
M. Jean-Jacques Bertrand.	1467
M. Camil Samson.	1468
M. Camille Laurin.	1468
M. Gérard-D. Levesque.	1469
Ajournement.	1469

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre
des Finances. Adresse: Comptable de l'Assemblée nationale, Québec.*

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762.

(Quinze heures cinq minutes)

M. LAVOIE (président): A l'ordre, messieurs!

**Une minute de silence en l'honneur de
MM. Laporte et de Gaulle**

M. LE PRESIDENT: Maintenant, une minute de silence pour messieurs Laporte et de Gaulle.

Affaires courantes.

M. LEVESQUE: M. le Président, après consultation avec les chefs de parti et les leaders parlementaires, il a été convenu de demander le consentement unanime de la Chambre afin de procéder, aujourd'hui, de la façon suivante:

Premièrement, suspension des affaires courantes.

Deuxièmement, appel des projets de loi imprimés qui apparaissent en appendice, afin de leur faire franchir l'étape de la première lecture, avec explications des parrains, ceci pour hâter la procédure et permettre aux membres de l'Assemblée nationale de prendre connaissance de ces projets de loi.

Troisièmement, déclaration du premier ministre et déclarations des autres chefs de parti.

Quatrièmement, motion d'ajournement en signe de deuil.

M. BOURASSA: M. le Président, je suis certainement prêt à respecter l'entente des quatre chefs parlementaires. J'étais prêt, quant à moi, à répondre aujourd'hui à toutes les questions de l'Opposition sur la crise que nous venons de traverser. Cela pourrait se faire en d'autres occasions, demain ou après-demain. Mais une chose doit être certaine et claire dans l'esprit de tous, c'est que le gouvernement est disposé et prêt à faire tous les débats et les discussions nécessaires pour répondre à l'inquiétude, aux interrogations des membres de l'Opposition.

M. BERTRAND: M. le Président, l'intervention du premier ministre est certainement malvenue, étant donné que ce matin, à la suite de la réunion de tous les leaders, il a été convenu que l'ordre du jour qui vient d'être énuméré par le leader du gouvernement serait intégralement respecté. Cela l'a été à l'unanimité de tous les leaders parlementaires et on avait dit qu'on ne soulèverait aucun autre problème aujourd'hui. Alors, je ne sais pas sur le compte de quoi on doit mettre l'intervention du premier ministre; mais, bien entendu, tous les leaders des partis se sont réservé le droit demain, en d'autres circonstances, d'abord d'écouter le premier ministre établir la position du gouvernement et, eux, de faire des commentaires qui s'imposeront.

M. DUMONT: Nous étions, nous aussi, M. le Président, persuadés, qu'il aurait été très urgent de régler au plus tôt, avec l'aide du gouvernement au pouvoir, les problèmes économiques qui existent dans la province. Mais il était entendu, avec les leaders et les chefs de partis, que, en signe de deuil, nous remettrions toutes ces questions à demain. Nous espérons que, dans l'avenir, toutes les ententes prises seront très bien respectées.

M. LAURIN: Nous consentons, pour notre part, M. le Président, à remettre à demain la discussion au sujet des affaires courantes.

M. LE PRESIDENT: Si je comprends bien, avec le consentement unanime de la Chambre, pour aujourd'hui, nous éliminons les affaires courantes et nous procédons immédiatement aux affaires du jour.

Projet de loi no 42

Première lecture

M. LEVESQUE: M. le Président, Loi du ministère des Affaires sociales.

M. BOURASSA: M. le Président, ce projet de loi propose la formation du ministère des Affaires sociales en remplacement du ministère de la Santé et de celui de la Famille et du Bien-Etre social. C'est la fusion réelle de ces deux ministères, comme nous l'avions annoncé il y a quelques semaines.

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre propose la première lecture de la Loi du ministère des Affaires sociales. Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture, prochaine séance.

M. LEVESQUE: Loi du Conseil des affaires sociales et de la famille.

Projet de loi no 43

Première lecture

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de la Santé propose la première lecture de la Loi du Conseil des affaires sociales et de la famille.

M. CASTONGUAY: M. le Président, ce projet propose l'institution d'un Conseil des affaires sociales et de la famille. Ce conseil sera chargé d'entreprendre des études et des recherches.

ches dans les domaines de la santé, des services sociaux ainsi que de l'aide des allocations et des assurances sociales, de recevoir et d'entendre les suggestions des individus et des groupes sur ces sujets et de faire, au ministre des Affaires sociales, les recommandations qu'il jugera appropriées. Le ministre devra rendre publiques les études du conseil et déposer à l'Assemblée nationale le rapport annuel des activités du conseil.

La loi du Conseil supérieur de la famille sera abrogée et le nouveau conseil sera composé d'un président et de treize autres membres nommés parmi les personnes recommandées par des organismes représentatifs du domaine de la santé, des services sociaux, de la famille, des groupes socio-économiques ainsi que des milieux universitaires. Il comprendra aussi, à titre consultatif, le sous-ministre des Affaires sociales, le président de la Régie des rentes du Québec et celui de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, ou leur représentant.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture, prochaine séance.

M. LEVESQUE: Loi du Régime de rentes.

Projet de loi no 44

Première lecture

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de la Santé propose la première lecture de la Loi modifiant le Régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives.

M. CASTONGUAY: M. le Président, ce projet prévoit d'abord que le ministre des Affaires sociales sera chargé de l'application des dispositions du Régime de rentes du Québec, qui ne relève pas d'un autre ministre, et charge le ministre des Affaires sociales du dépôt à l'Assemblée nationale des rapports de la Régie des rentes du Québec prévus aux articles 223 et 224 de sa loi constitutive. Le projet habilite aussi la Régie des rentes du Québec à administrer la Loi des allocations scolaires et la Loi des allocations familiales dans la mesure qui sera indiquée par décision du gouvernement et publiée dans la Gazette officielle du Québec.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture, prochaine séance.

M. LEVESQUE: Loi de la protection du consommateur.

Projet de loi no 45

Première lecture

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de la Justice propose la première lecture de la Loi de la protection du consommateur.

M. CHOQUETTE: Ce projet de loi porte principalement sur les contrats que concluent les consommateurs et sur la publicité effectuée par les commerçants.

La section I contient des définitions.

La section II contient des règles générales concernant la formation des contrats assortis d'un crédit et des contrats conclus par un vendeur itinérant. Ces contrats sont désormais assujettis à un formalisme assez strict. Ils doivent tous être constatés par écrit en français ou en anglais, au choix du consommateur. La signature préalable du commerçant est exigée et le contrat est formé au moment et au lieu de la signature de l'écrit par le consommateur, sauf si les parties ne sont pas en présence l'une de l'autre. Dans ce dernier cas, le commerçant peut signer après le consommateur, et s'il en est ainsi, le contrat est formé au moment de la signature par le commerçant. Dans tous les cas, le commerçant doit laisser au consommateur un double de l'écrit. Par ailleurs, le consommateur n'est pas lié par une offre, une promesse ou une entente qui n'est pas confirmée dans un contrat formé conformément au projet de loi.

La section III vise les contrats assortis d'un crédit, notamment le prêt d'argent, la vente à tempérament, le contrat accordant un crédit variable et le contrat assorti d'un crédit accessoire. Elle ne touche pas cependant les contrats où le montant du crédit accordé n'excède pas \$50 ni les contrats où un crédit accordé pour l'achat, la construction ou l'amélioration d'un immeuble est garanti par un privilège ou une hypothèque.

Ces contrats ne doivent contenir qu'un seul taux de crédit et c'est ce taux qui doit être utilisé dans le calcul du coût de crédit additionnel sur tout arriéré de paiement par le consommateur.

Ce dernier tire avantage, par ailleurs, de toute erreur dans le calcul ou l'énonciation du coût de crédit. Tout contrat assorti d'un crédit doit prévoir au moins un paiement différé par périodes de cinq semaines. Tous les paiements différés doivent être consécutifs et égaux, sauf le dernier qui peut être moindre.

Le consommateur peut payer en tout temps avant échéance le solde de son obligation. Il a, alors, droit à une réduction du coût de crédit,

calculée conformément aux règlements.

Par ailleurs, l'émission de cartes de crédit non sollicitées est interdite.

On rend obligatoire dans tous les contrats assortis d'un crédit l'inclusion de plusieurs mentions permettant aux consommateurs de savoir clairement ce à quoi ils s'engagent.

En ce qui concerne le contrat accordant un crédit variable, on oblige le commerçant à fournir un relevé de compte aux consommateurs au moins toutes les cinq semaines.

Quant aux dispositions concernant la vente à tempérament, elles reprennent en partie les dispositions actuelles du code civil sur ce sujet et elles en ajoutent de nouvelles. Parmi ces dernières, on doit signaler l'obligation pour le commerçant d'obtenir du tribunal la permission de reprendre possession d'un bien vendu à un consommateur en défaut si celui-ci a payé les deux tiers du montant de son obligation.

On peut noter, en outre, que ces dispositions s'appliqueront dans les cas qui en étaient exemptés par l'article 1561-J du code civil.

La section IV vise les contrats conclus entre un vendeur itinérant et un consommateur, sauf ceux où la valeur de l'obligation du consommateur n'excède pas \$25. Tout comme les contrats assortis d'un crédit, ces contrats doivent contenir plusieurs mentions qui visent à permettre aux consommateurs de mieux prendre connaissance de leurs engagements.

Ces contrats sont, en outre, assortis d'une condition résolutoire en vertu de laquelle le consommateur peut résoudre le contrat à sa seule discrétion dans les cinq jours de son exécution.

Le consommateur peut se prévaloir de ce droit au moyen d'un avis au commerçant, pourvu qu'il ne soit pas empêché par un fait ou une faute dont il est responsable de remettre à ce dernier ce qu'il en a reçu.

La section V contient les dispositions sur la publicité et sur les garanties attachées aux biens immobiliers. Ces dispositions visent à empêcher la publicité trompeuse et à rendre claires les garanties accordées par les commerçants. Elles tendent aussi à rendre plus facile l'exécution des garanties en obligeant à divulguer l'endroit où elles peuvent être exercées.

La section VI concerne l'exécution des contrats. Elle assujettit, en particulier, à des règles précises les clauses de déchéance de termes en vertu desquelles un commerçant peut exiger, avant terme, d'un consommateur en défaut, le paiement du solde de son obligation. Un avis de trente jours doit alors être donné au consommateur, qui peut remédier au défaut durant ce délai. Celui-ci peut, par ailleurs, s'adresser au tribunal pour obtenir des modifications aux modalités de paiement qu'il doit effectuer. On limite par ailleurs la possibilité, pour le commerçant, d'imposer au consommateur en défaut le paiement de frais autres que judiciaires.

On interdit aussi les stipulations par lesquelles le commerçant se réserve le droit de déterminer unilatéralement certains faits prévus au contrat. Enfin, on interdit les systèmes de vente communément connus sous le nom de ventes pyramidales.

A la section Vil, on crée un Office de la protection du consommateur, qui est chargé de veiller à l'application de la loi et de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir la protection du consommateur. Le directeur de l'office peut interdire, en particulier, toute publicité jugée fausse, abusive ou trompeuse. Par ailleurs, le directeur et les inspecteurs de l'office peuvent effectuer des enquêtes pour veiller à l'application de la loi.

La section VIII institue, par ailleurs, un Conseil de la protection du consommateur, qui agit comme organisme consultatif en matière de protection du consommateur.

La section IX oblige les vendeurs itinérants et les vendeurs d'automobiles usagées à détenir un permis, qui est délivré par le directeur de l'Office de la protection du consommateur. On interdit aux détenteurs de permis de faire de la publicité concernant le fait qu'ils détiennent un permis.

En vertu de la section X, il existe un droit d'appel, devant un juge de la cour Provinciale, des décisions du directeur de l'Office de la protection du consommateur, lorsqu'il refuse, suspend ou annule un permis ou lorsqu'il ordonne de cesser la publicité.

La section XI accorde au lieutenant-gouverneur en conseil un pouvoir de réglementation sur plusieurs questions concernant la protection du consommateur. La section XII contient des règles de preuve et de procédure. Elle interdit de déroger par des conventions particulières aux dispositions contenues dans le projet de loi. Elle admet la preuve testimoniale pour contredire ou changer les termes d'un écrit lorsque les dispositions du projet de loi n'ont pas été respectées.

Enfin, cette section contient des dispositions sur le calcul des délais et sur les conditions auxquelles sont assujettis les avis prévus dans le projet de loi. La section XIII concerne les infractions et les pénalités. On y indique en particulier qu'une erreur ou omission de bonne foi ne constitue pas une infraction. La section XIV contient des sanctions civiles au cas de contravention aux dispositions du projet de loi.

Si un contrat ne respecte pas les exigences prescrites par le projet de loi, le consommateur peut en demander la nullité ou, s'il s'agit d'un contrat assorti d'un crédit, la suppression du coût de crédit. Par ailleurs, une vente à tempérament qui ne respecte pas les dispositions de la section III devient une vente à terme.

Enfin, on admet que tout consommateur puisse demander la nullité d'un contrat ou la réduction de ses obligations si celles-ci sont

considérablement disproportionnées par rapport à celles du commerçant qui a exploité son inexpérience.

M. BERTRAND: M. le Président, est-ce que le ministre pourrait me dire si le gouvernement a l'intention de référer, immédiatement après la première lecture, ce projet de loi à la commission des Institutions financières pour entendre les groupes et les personnes intéressés?

M. CHOQUETTE: Tout d'abord, je voudrais attirer l'attention de l'honorable chef de l'Opposition sur le fait que ce projet de loi est présenté par le ministre de la Justice. Normalement, s'il devait être référé à une commission, ce serait à la commission de la Justice ou à une autre commission jugée appropriée.

M. BERTRAND: On me permettra de dire ceci: Etant donné que ça relève du ministère des Institutions financières, je pensais que normalement le parrain aurait dû être le ministre du Revenu.

M. CHOQUETTE: En second lieu, je dirai au chef de l'Opposition que notre intention serait de permettre un débat sur ce projet de loi en deuxième lecture.

Nous l'enverrions ensuite pour étude en comité et, là, nous inviterions tous les groupes et toutes les personnes qui sont intéressés au projet de loi à venir nous faire des représentations. On peut être assuré d'avance que nous ne considérons pas que ce projet est intangible; au contraire, nous sommes très prêts à accueillir toutes les suggestions constructives qui pourront nous être faites.

J'espère que ceci satisfera le chef de l'Opposition.

M. LE PRÉSIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRÉTAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRÉSIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance.

M. LEVESQUE: Conciliation entre locataires et propriétaires.

Projet de loi no 46

Première lecture

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre de la Justice propose la première lecture de la Loi prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

M. CHOQUETTE: L'article 1 de ce projet a pour but de prolonger d'un an l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires. L'article 2 remet à jour la liste des municipalités où s'applique ladite loi, en tenant compte des fusions et des changements de nom des municipalités ainsi que des règlements adoptés par diverses municipalités pour que cette loi s'y applique.

Les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 décrètent la prolongation des baux qui autrement se termineraient le 30 avril prochain ou entre cette date et le 30 avril 1972 s'il n'y a pas demande spéciale de prolongation de bail ou avis donné par écrit par une partie ou l'autre de l'intention de ne pas prolonger le bail.

M. LE PRÉSIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRÉTAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRÉSIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance.

M. LEVESQUE: Loi modifiant la loi de police.

Projet de loi no 47

Première lecture

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre de la Justice propose la première lecture de la Loi modifiant la loi de police.

M. CHOQUETTE: Les articles 1 à 4, 7, 12 et 14 du projet de loi modifient la Loi de police afin de prévoir explicitement la possibilité pour les corps de police municipaux d'avoir des cadets et leur accordent un statut analogue à celui des cadets de la Sûreté du Québec.

L'article 5 porte de trois à cinq le nombre des membres de la Commission de police et pourvoit à la nomination d'un vice-président.

En vertu de l'article 6, le service central de renseignements et de statistiques devant faciliter la détection des crimes et le dépistage de leurs auteurs sera établi par la Sûreté du Québec avec la collaboration de la Commission de police et non plus par cette dernière.

En vertu de l'article 8, les demandes de copies certifiées des témoignages reçus pendant une séance publique de la Commission de police devront être faites au plus tard un an après la remise au procureur général du rapport de l'enquête effectuée par la commission ou d'une décision de cette dernière.

Les articles 9 et 13 sont des modifications de concordance résultant de l'augmentation de la compétence de la cour Provinciale.

L'article 10 prévoit que le territoire du Québec sera partagé en districts, pour l'exercice des fonctions de la Sûreté du Québec, et que ces districts seront déterminés par le gouvernement. Actuellement, la loi divise le Québec en deux divisions et permet au procureur général d'établir des sous-divisions.

L'article 11 prévoit que les municipalités devront adopter un code de discipline applicable à leur corps de police lorsque demande leur en sera faite par la Commission de police. Le règlement de la municipalité entrera en vigueur sur approbation de la commission,

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture, prochaine séance.

M. LEVESQUE: Le code civil.

Projet de loi no 48

Première lecture

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de la Justice propose la première lecture de la Loi modifiant le code civil et concernant les enfants naturels.

M. CHOQUETTE: Ce projet de loi a pour principal objet de reconnaître l'existence d'une obligation alimentaire réciproque entre les enfants naturels et leurs parents et de tenir le tiers qui a causé le décès du débiteur de cette obligation responsable des dommages qui en résultent.

Il reconnaît en outre aux parents l'autorité dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs obligations envers leurs enfants naturels, notamment au moment de leur mariage. Ce projet résulte d'une recommandation de l'Office de révision du code civil.

L'article 1 du projet remplace l'article 120 du code civil par la reproduction de l'article 122, qui se trouve conséquemment abrogé par l'article 3 du projet.

L'article 2 du projet reprend en partie l'article 121 du code civil, tout en prévoyant que le mariage de l'enfant naturel mineur doit être autorisé par ses parents naturels qui ne l'ont pas abandonné, de la même façon que le mariage de l'enfant légitime.

Les articles 4, 6 et 7 du projet découlent des modifications apportées à l'article 119 du code civil par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1969.

Le paragraphe a) de l'article 5 du projet reconnaît aux frères et soeurs majeurs le droit de faire opposition au mariage de leurs parents

mineurs dans les cas visés à l'article 139 du code civil.

Le paragraphe b) du même article est de concordance.

L'article 8 du projet est de concordance.

L'article 9 du projet établit des obligations juridiques réciproques entre les parents et les enfants naturels et régleme la preuve de l'affiliation naturelle.

L'article 10 du projet reconnaît aux parents naturels l'autorité dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs obligations à l'égard de leurs enfants.

L'article 11 du projet accorde aux parents et aux enfants naturels le même droit à une indemnité qu'aux parents et aux enfants légitimes lors du décès accidentel de leurs enfants ou de leurs parents, suivant le cas.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture, prochaine séance.

M. LEVESQUE: La Loi des cités et villes.

Projet de loi no 50

Première lecture

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Affaires municipales propose la première lecture de la Loi modifiant la loi des cités et villes.

M. TESSIER: M. le Président, en vertu de l'article 479 de la Loi des cités et villes, à compter du 1er janvier 1971, tous les budgets municipaux doivent être équilibrés. Il arrive que dans certaines municipalités il y a des déficits ou des surplus accumulés depuis plusieurs années.

Le projet de loi propose donc un amendement à la Loi des cités et villes afin de permettre aux municipalités de distribuer les surplus ou les déficits sur une période de cinq années. Le projet de loi propose également un deuxième amendement à la Loi des cités et villes afin de permettre aux municipalités de modifier la forme de taxation sur des règlements d'emprunts à long terme. En vertu de la loi existante, lorsque les obligations ou les billets ont été émis sur des règlements d'emprunts, on ne peut pas les modifier autrement que par une loi spéciale. Or, l'on sait qu'il y a actuellement, attendant leur tour d'être présentés, un nombre considérable de bills privés de municipalités, qui touchent précisément ce point. Du même coup, nous réglerons la question de plusieurs municipalités.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture, prochaine séance.

M. LEVESQUE: Le code municipal.

Projet de loi no 51

Première lecture

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Affaires municipales propose la première lecture de la Loi modifiant le code municipal.

M. TESSIER: Ce projet de loi est tout simplement une concordance amendant le code municipal dans le sens que je viens d'expliquer pour la Loi des cités et villes, mais pour la seconde partie seulement, c'est-à-dire au sujet des règlements d'emprunts.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture, prochaine séance.

M. BOURASSA: M. le Président, je voudrais signaler ici que le chef de l'Opposition m'a probablement mal interprété tantôt. Tout ce que je voulais dire, c'est que je n'avais aucune objection à un débat aussi complet que possible sur les événements que nous venons de traverser et qu'il n'était pas question pour moi de ne pas respecter l'entente entre les leaders parlementaires. C'était vraiment mon intention.

Hommage à MM. Pierre Laporte et Charles de Gaulle

M. Robert Bourassa

M. BOURASSA: En évoquant en cette Assemblée le nom de notre collègue Pierre Laporte, notre première pensée va à son épouse, à ses enfants, à sa famille et à ses proches. En mon nom personnel, au nom du gouvernement et de tous les députés de cette Chambre, je tiens à exprimer de nouveau à tous ceux-là qui étaient sa première raison de vivre le témoignage de nos plus vives sympathies.

Pierre Laporte aura vécu pour sa famille et pour le Québec. Peu de Québécois ont su avec autant de courage et d'énergie manifester leur

attachement aux valeurs essentielles de la société québécoise, aux traits marquants de notre personnalité québécoise. Pierre Laporte avait foi dans l'avenir du Québec. Sa force de caractère, son esprit de travail, son sens des responsabilités, il les avait mis au service de ses concitoyens. Sa vie entière aura été celle d'un artisan infatigable de la cause du Québec, de la liberté, de la justice et de la démocratie.

Autant comme journaliste que comme homme politique, Pierre Laporte aura été un homme d'action. Admirablement servi par une intelligence exceptionnelle, il avait un sens de l'analyse peu commun. La rigueur de sa pensée et la solidité de son jugement étaient ses atouts majeurs. Pierre Laporte ne se sentait vraiment à l'aise que dans le feu de la bataille. C'est là qu'il donnait vraiment sa mesure; c'est là qu'il excellait.

Pour peu que l'on s'arrête à réfléchir sur sa carrière, on ne peut que constater qu'il était de la race de ceux qui font avancer les choses, qui terminent ce qu'ils ont commencé, qui n'ont d'égard que pour l'objectif à atteindre. Pierre Laporte était aussi un homme de décision. Pierre Laporte avait confiance en lui. Il avait surtout confiance dans le travail en équipe. Pour nous qui l'avons vu travailler au sein de notre parti politique, au caucus libéral, au conseil des ministres, pour nous qui l'avons côtoyé en cette assemblée, nous savons tous comment il avait le respect de l'autre. Pierre Laporte aimait convaincre. Il savait davantage écouter. Il a toujours eu besoin de communiquer avec ses concitoyens. Il était un homme de combat, il était surtout un homme de dialogue.

En conclusion de son manifeste politique, il écrivait: "Cette communication constante entre toutes les forces vives de la nation nous amènera vers une société de concertation, c'est-à-dire une société motivée par la collaboration harmonieuse de tous à l'effort collectif."

Pierre Laporte demeurera l'un des plus grands parlementaires que le Québec ait connus. C'est dans cette enceinte où il fut si à l'aise que nous avons tous pu apprécier sa force de conviction, sa vitalité d'esprit et, surtout, sa très grande humanité.

Pierre Laporte croyait à la démocratie. Il croyait en nos institutions parlementaires. Il croyait surtout aux besoins qu'il y a de transformer notre Parlement afin d'en faire cet instrument moderne et efficace de notre système démocratique. Pierre Laporte avait d'ailleurs exprimé cette volonté dans une motion en 1967, visant à réformer complètement la procédure et les méthodes de travail de notre Assemblée nationale. En donnant suite à ce qui fut l'un de ses désirs les plus vifs, moderniser notre Parlement, peut-être serait-ce pour nous, ses collègues, une façon de lui rendre hommage en même temps qu'un moyen de rehausser la qualité de notre vie démocratique.

M. le Président, nous devons déplorer égale-

ment, aujourd'hui, la disparition de l'un des hommes les plus illustres du siècle. J'ai fait parvenir, ce matin, au président de la République française, M. Georges Pompidou, un télégramme dans lequel j'exprimais ma profonde émotion, au nom du gouvernement, causée par le décès du général de Gaulle. La disparition d'une personnalité aussi éminente, qui a joué un rôle de premier plan dans l'histoire mondiale des trente dernières années ainsi que dans le rapprochement entre le Québec et la France, suscite chez les Canadiens français les plus vifs regrets et une immense tristesse. Je m'incline donc devant la douleur de madame de Gaulle, celle de ses enfants et de ses petits-enfants. Comme je viens de le signaler, j'ai exprimé, au nom du gouvernement, et au nom de tous les députés, la sympathie la plus vive du gouvernement du Québec.

Vu l'état de crise qui existe actuellement au Québec, je ne pourrai personnellement me rendre aux funérailles du général de Gaulle. Il n'y a pas le moindre doute que, en d'autres circonstances, je me serais rendu à ses funérailles. Les liens qui unissent le Québec et la France ont été resserrés d'une façon certaine par le général. Ces liens demeurent pour nous irremplaçables et essentiels. Je suis convaincu que je me fais l'interprète de tous les députés en exprimant la plus vive sympathie du Québec au décès du plus illustre des Français.

M. Jean-Jacques Bertrand

M. BERTRAND: M. le Président, Pierre Laporte, notre collègue, n'est plus. Il est mort dans des circonstances tragiques qui ont soulevé l'indignation populaire.

Tous, nous avions souhaité une fin heureuse à ce drame épouvantable qui s'est déroulé devant nous. Nous avions formulé des vœux à l'endroit de madame Laporte, comme nous le faisons encore pour madame Cross.

Dans le cas de Pierre Laporte, ce drame s'est dénoué par un meurtre. Nous avons compati avec madame Laporte, avec tous nos collègues, avec le gouvernement. Ces mêmes sentiments nous animent aujourd'hui et nous animeront longtemps. Ce n'est pas seulement le drame d'une famille que nous avons vécu; c'est un drame collectif. Nous avons tous été atteints; nous avons tous été frappés. Que le courage de madame Laporte dans cette terrible épreuve inspire notre foi et des sentiments de charité malgré tout. Car, si répugnant que soit l'attentat contre Pierre Laporte, il me semble que nous devons nous garder de tout geste et de toute parole qui pourrait être de nature à attiser au sein de la communauté québécoise des sentiments de haine ou de vengeance.

Nous savons maintenant à quels excès, à quelles horreurs ces sentiments peuvent conduire. Plus que jamais nous devons nous convaincre que la violence, sous toutes ses formes, ne résout rien et complique tout. La leçon nous

aura coûté trop cher pour qu'il nous soit permis de l'oublier.

Dieu sait, M. le Président, que Pierre Laporte fut un adversaire redoutable, un véritable lutteur. Je ne serais pas prêt à endosser tout ce qu'il a pu dire ou écrire dans le feu du combat quotidien. Par contre, il était le premier à s'indigner dès qu'on lui prêtait des sentiments d'animosité personnelle à l'endroit des hommes qui avaient le don de stimuler sa verve de polémiste ou de joueur. Quand certains tentaient de tirer de ses écrits ou de ses paroles des conclusions dépassant les prémisses, on l'a vu plus d'une fois prendre la défense de ceux qu'il avait critiqués la veille et faire ressortir les qualités de ceux dont il venait, avec plus d'humour que de méchanceté, de caricaturer les défauts.

Si donc il lui est arrivé de commettre des erreurs, comme cela arrive à tous les hommes profondément engagés dans l'action politique, je suis convaincu qu'il les a commises de bonne foi. Nationaliste fervent, il recherchait de toutes ses forces le progrès et la grandeur de notre peuple.

Jamais il ne lui est venu à l'esprit d'utiliser, pour atteindre ses fins, des moyens qui n'auraient pas été compatibles avec les règles les plus exigeantes de la démocratie dans une société hautement civilisée.

Je me souviens en particulier de la campagne très vive qu'il a menée tant dans le Devoir que dans l'Action nationale, dont il était, à ce moment-là, le directeur, pour obtenir que le nom de "Château de Maisonneuve" soit donné à un grand hôtel de l'ouest de Montréal. L'opinion fut tenue en alerte pendant plusieurs mois. Des pressions très vigoureuses furent exercées auprès des gouvernements et des Chemins de fer nationaux, des manifestations de masse furent même organisées, mais jamais la contestation ne tourna à l'amertume, à la haine ou à la violence.

Ce respect des règles démocratiques, qui se confond, en définitive, avec le respect des opinions et de la liberté des autres, fit du député de Chambly un grand parlementaire. Il ne m'appartient pas de rappeler tout ce qu'il a fait ou entrepris comme ministre des Affaires municipales, comme ministre des Affaires culturelles et plus récemment comme ministre du Travail ainsi que de l'Immigration. Mais, je tiens à souligner avec quel tact et quelle aisance il remplissait ses fonctions de leader de son parti à l'Assemblée nationale.

À ce titre, il devait transiger presque quotidiennement avec les représentants des autres partis de façon à faciliter, dans toute la mesure du possible, le travail de la Chambre. Je suis heureux de dire que dans ses rapports avec nous, comme avec ses propres collègues, il a toujours agi avec une parfaite loyauté, jointe à la plus agréable franchise et à un respect absolu de la parole donnée.

Cette diplomatie parlementaire, si je puis

m'exprimer ainsi, a grandement facilité la coopération des divers partis dans le respect intégral des droits de tous les députés. Elle a été un élément majeur dans le succès rapide du travail que nous avons entrepris ensemble pour rajeunir et simplifier les règles qui nous régissent. Je ne doute pas que le nouveau leader du parti ministériel veuille suivre, sur ce point, la ligne tracée par le député de Chambly.

La diversité des opinions politiques et des partis qui les expriment reste nécessaire. Il n'y a pas lieu de craindre les contestations et les affrontements tant qu'ils s'expriment par les voies normales de la démocratie et du parlementarisme. En fait, il faut infiniment plus de courage pour entreprendre de convaincre les autres que pour tenter d'imposer son point de vue par la violence et le chantage. Pierre Laporte avait ce courage qui manquait à ses ravisseurs.

C'est l'un des aspects les plus troublants du drame du 17 octobre qu'un homme aussi tolérant des opinions d'autrui ait pu être victime de l'intolérance d'un petit nombre. En réitérant à madame Laporte, à ses enfants, à tous les membres de sa famille, de même qu'au premier ministre et au gouvernement l'expression de nos plus profondes condoléances, je formule l'espoir que le sort cruel du député de Chambly et les événements douloureux qu'a vécus le Québec depuis quelque temps aient pour résultat de nous unir davantage et de renforcer les sentiments de solidarité et de fraternité que doivent avoir les uns pour les autres, par delà toute divergence idéologique ou politique, les membres de la communauté québécoise.

M. le Président, nous rendons hommage aujourd'hui à un patriote québécois. Ce matin, les nouvelles nous apprennent le décès d'un grand homme français, d'un grand patriote qui a bien servi la France. Le général de Gaulle est un géant de l'histoire qu'habitait la passion de la grandeur et du rayonnement de la France. Sa mort est sans aucun doute une perte immense pour son pays et également pour le monde libre.

Quant à nous du Canada français, nous ne pourrions jamais oublier l'amitié qu'il nous portait, ni l'impulsion extraordinaire qu'il sut donner au rapprochement des peuples francophones et, d'une manière toute spéciale, aux échanges entre la France et le Québec. Dès ce matin, j'ai transmis ce télégramme à M. de Menthon suivant la formule traditionnelle pour qu'il le porte à l'attention du président de la République française et également à madame de Gaulle.

Je leur ai présenté, en mon nom personnel, en celui des députés de l'Union Nationale et du parti que je dirige, le témoignage de notre vive sympathie, avec nos condoléances à madame de Gaulle, au gouvernement de la République française et au peuple français.

M. Camil Samson

M. SAMSON: M. le Président, nous voulons, nous aussi, en tant que représentants des créditistes du Québec, nous associer à toute la province en deuil pour souligner que le Québec vient de perdre, par l'action infâme d'assassins sans scrupule, un homme d'une grande valeur dont nous avons appris à apprécier les talents.

Il était un adversaire rude et de taille, mais loyal et pour qui l'esprit de justice n'avait d'égal que le courage. Pierre Laporte était membre de cette Assemblée, donc l'un des nôtres. Puisqu'il a perdu la vie alors qu'il était en poste, nous devrions désormais mentionner son nom comme celui d'un héros qui a donné sa vie pour sa patrie. Parmi les nombreux témoignages parvenus du monde entier en hommage à la mémoire de l'un des nôtres, se trouvait un message en provenance de Sa Sainteté le pape Paul VI. Nous avons donc compris qu'en plus du Québec, l'Eglise catholique a aussi perdu l'un de ses plus valeureux défenseurs.

M. le Président, nous venons d'apprendre la mort du général de Gaulle. La France vient de perdre un grand homme. Quoique retiré de la politique depuis quelque temps déjà, le général de Gaulle a présidé aux destinées de la France pendant longtemps et à ce titre il avait rendu de très grands services à son pays.

Nous nous associons donc à la France et aux autres pays en cette journée de deuil.

M. Camille Laurin

M. LAURIN: M. le Président, il est difficile d'imaginer que nous ne verrons plus Pierre Laporte à son pupitre de leader parlementaire. Lui qui, de l'avis de tous les journalistes et députés qui suivent depuis longtemps les débats de cette assemblée, dominait cette assemblée par sa présence, sa vigueur et son habileté. Pour notre part, c'est en raison même de nos divergences politiques que nous avons pu apprécier les qualités parlementaires de ce joueur redoutable.

Nos hommages vont aussi au journaliste courageux et intelligent qui a su se tenir debout à une époque où l'opération n'était pas sans risque. Nous saluons aussi avec respect l'homme public qui, au sein de l'équipe libérale de 1960, a contribué à mettre en marche la révolution tranquille qui a lancé notre Québec dans la voie du modernisme et du progrès.

Nous déplorons le sort tragique qui échoit à cet homme vigoureux et travailleur dont le goût de la vie et la bonne humeur faisaient les délices de sa famille et de ses amis. Nos sympathies les plus profondes vont en ces heures pénibles à madame Laporte, à sa famille, à l'équipe libérale et au gouvernement du Québec. Puissent-ils tous trouver dans cet hommage et dans ces

voeux unanimes un réconfort dans le malheur qui les frappe.

Le Québec, aussi bien que la France, est frappé également aujourd'hui par un autre deuil. La mort du général de Gaulle constitue en effet une perte immense pour le monde, la France et le Québec. Avec Churchill et Roosevelt, il a fait reculer le fascisme en relevant le drapeau que la France officielle venait de laisser tomber. Il a mené avec une intelligence remarquable le processus éminemment progressif de la décolonisation de l'Algérie et de l'empire français et il a su affirmer avec éclat les positions françaises dans la conjoncture politique internationale.

Avant tous les autres chefs de gouvernement au monde, il a compris le problème du Québec, les frustrations et les revendications légitimes du Québec et il a eu le courage de poser ce problème devant l'opinion internationale. Il a aidé ainsi les Québécois à prendre conscience et charge de leur destin collectif avec toute la dignité et la fierté que ce destin comporte.

C'est à lui que nous devons, pour une grande part, le programme de coopération France-Québec qui prend chaque année une ampleur nouvelle et dont le Québec tire et tirera davantage encore dans l'avenir des bénéfices sur tous les plans.

Le Québec tout entier prend donc sa large part du deuil qui frappe aujourd'hui la France. Au nom du Parti québécois, j'offre ma plus profonde sympathie à madame de Gaulle et à sa famille, au président de la République française et au peuple de France. J'espère également que le gouvernement du Québec marquera par des signes tangibles et éloquents la profondeur de notre affliction et l'ampleur de la gratitude et de la reconnaissance du Québec à l'endroit de ce grand homme.

M. Gérard-D. Levesque

M. LEVESQUE: M. le Président, vous comprendrez que c'est à la fois avec beaucoup d'émotion et d'humilité que je prononce ces quelques mots en qualité de leader parlementaire du gouvernement. Comme le rappelaient le premier ministre et les porte-parole des partis d'Opposition, Pierre Laporte était l'âme de notre Parlement, le grand maître de nos délibérations et de nos travaux. Son intelligence, sa ténacité, sa puissance de travail, sa connaissance de nos règlements et son respect des droits

fondamentaux des élus du peuple commandaient l'estime de tous ceux-là qui ont eu le privilège de le côtoyer.

On ne remplace pas Pierre Laporte. Est-ce possible de lui succéder? En assumant aujourd'hui les fonctions qu'il remplissait avec tant de brio et d'efficacité, je mesure le poids des responsabilités qu'il portait. Ce faisant, j'ai l'impression de répondre à un appel du devoir auquel ne se serait pas dérobé le député de Chambly.

Compagnon des bons et mauvais jours, Pierre Laporte nous a toujours donné l'exemple de la fidélité aux institutions démocratiques et du respect des assemblées parlementaires. Compagnon sur l'indulgence de mes collègues, je m'efforcerai de suivre sa trace, de maintenir en cette Chambre les traditions de liberté d'expression auxquelles il était si profondément attaché et de conserver un souci du décorum auquel ont droit ceux qui nous ont élus.

Sur un plan plus personnel, puis-je ajouter jusqu'à quel point je ressens aujourd'hui le vide causé par l'absence d'un ami et d'un compagnon de lutte avec qui j'ai cheminé pendant tant d'années?

Tout d'abord, de 1956 à 1961, alors que Pierre était courriériste parlementaire et, depuis 1961, alors qu'il a joint nos rangs comme membre de cette Assemblée. Les mots me manquent pour exprimer mes émotions devant sa disparition tragique et précipitée.

Je pense bien me faire l'écho de tous les membres de l'Assemblée nationale pour redire à madame Laporte, à ses enfants et à tous les membres de la famille de Pierre combien nous nous associons à leur douleur et à leur peine.

Je voudrais enfin me joindre à ceux qui m'ont précédé en m'associant au deuil des Français et de la France par suite de la disparition de cette éminente personnalité que fut le général de Gaulle.

M. le Président, je propose la reprise de nos travaux demain, à 3 heures, et l'ajournement immédiat de la Chambre en signe de respect pour la mémoire du député de Chambly.

M. LE PRÉSIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

La Chambre ajourne ses travaux à demain, trois heures.

(Fin de la séance: 15 h 58)

**MEMBRES DU CABINET DES MINISTRES
AU 10 NOVEMBRE 1970**

M. Robert Bourassa	Premier ministre
M. Bernard Pinard	Ministre de la Voirie Ministre des Travaux Publics
M. Gérard D. Levesque	Ministre de l'Industrie et du Commerce Ministre des Affaires intergouvernementales
Mme Claire Kirkland-Casgrain	Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche
M. Claude Castonguay	Ministre de la Santé, de la Famille et du Bien-Etre social
M. Jérôme Choquette	Ministre de la Justice
M. Guy Saint-Pierre	Ministre de l'Education
M. Raymond Garneau	Ministre des Finances
M. Maurice Tessier	Ministre des Affaires municipales
M. William Tetley	Ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives
M. Normand Toupin	Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation
M. Gilles Massé	Ministre des Richesses naturelles
M. Kevin Drummond	Ministre des Terres et Forêts
M. Georges Tremblay	Ministre des Transports
M. François Cloutier	Ministre des Affaires culturelles Ministre de l'Immigration
M. Jean-Paul L'Allier	Ministre des Communications Responsable du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports Chargé de l'Office Franco-Québécois Ministre de la Fonction publique
M. Gérald Harvey	Ministre du Revenu
M. Jean Cournoyer	Ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre
M. Oswald Parent	Ministre d'Etat
M. Victor C. Goldbloom	Ministre d'Etat responsable de la qualité de l'environnement
M. Claude Simard	Ministre d'Etat à l'Industrie et au Commerce
M. Robert Quenneville	Ministre d'Etat à la Santé
M. Roy Fournier	Ministre d'Etat

**DEPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
AU 10 NOVEMBRE 1970**

<u>District électoral</u>	<u>Nom</u>	<u>Profession</u>	<u>Affiliation politique</u>
Abitibi-Est	Ronald Tétrault	Industriel	R.C.
Abitibi-Ouest	Aurèle Audet	Gérant	R.C.
Ahuntsic	François Cloutier	Médecin psychiatre	Lib.
Argenteuil	Zoël Saindon	Médecin chirurgien	Lib.
Arthabaska	J.-Gilles Massé	Administrateur	Lib.
Bagot	Jean-Guy Cardinal	Notaire	U.N.
Beauce	Fabien Roy	Gérant de caisse	R.C.
Beauharnois	Gérard Cadieux	Commerçant	Lib.
Bellechasse	Gabriel Loubier	Avocat	U.N.
Berthier	Guy Gauthier	Médecin	U.N.
Bonaventure	Gérard-D. Levesque	Avocat et commerçant	Lib.
Bourassa	Georges-E. Tremblay	Marchand industriel	Lib.
Bourget	Camille Laurin	Médecin	P.Q.
Brome	Glendon Pettes Brown	Professeur et cultivateur	Lib.
Chambly	(Siège vacant)		
Champlain	Normand Toupin	Administrateur	Lib.
Charlevoix	Raymond Mailloux	Homme d'affaires	Lib.
Châteauguay	George Kennedy	Comptable agréé	Lib.
Chauveau	André Harvey	Publicitaire	Lib.
Chicoutimi	Jean-Noël Tremblay	Professeur	U.N.
Compton	J.-Omer Dionne	Cultivateur	Lib.
D'Arcy-McGee	Victor-C. Goldbloom	Médecin	Lib.
Deux-Montagnes	Jean-Paul L'Allier	Avocat	Lib.
Dorchester	Florian Guay	Gérant général	R.C.
Dorion	Alfred Bossé	Conseiller technique	Lib.
Drummond	Bernard Pinard	Avocat	Lib.
Dubuc	Roch Boivin	Médecin	U.N.
Duplessis	Henri-L. Coiteux	Ingénieur forestier	Lib.
Fabre	Gilles Houde	Maître en éducation physique et hygiène	Lib.
Frontenac	Paul-A. Latulippe	Industriel	R.C.
Gaspé-Nord	François Gagnon	Gérant	U.N.
Gaspé-Sud	J.-Arthur-Guy Fortier	Médecin chirurgien	Lib.
Gatineau	Roy Fournier	Avocat	Lib.
Gouin	Guy Joron	Agent de change	P.Q.
Hull	Oswald Parent	Administrateur	Lib.
Huntingdon	Kenneth Fraser	Cultivateur	Lib.
Iberville	Alfred Croisetière	Expéditeur	U.N.
Iles-de-la-Madeleine	Louis-Philippe Lacroix	Comptable	Lib.
Jacques-Cartier	Noël St-Germain	Optométriste	Lib.
Jeanne-Mance	Aimé Brisson	Comptable agréé	Lib.
Jean-Talon	Raymond Garneau	Economiste	Lib.
Joliette	Robert Quenneville	Médecin	Lib.
Jonquière	Gérald Harvey	Commis	Lib.
Kamouraska	Jean-Marie Pelletier	Aviculteur	Lib.
Labelle	Fernand Lafontaine	Ingénieur	U.N.
Lac-Saint-Jean	Roger Pilote	Administrateur	Lib.
Lafontaine	Marcel Léger	Administrateur	P.Q.
L'Assomption	Jean Perreault	Ingénieur	Lib.
Laurier	André Marchand	Imprimeur	Lib.
Laval	Jean-Noël Lavoie	Notaire	Lib.
Laviolette	Prudent Carpentier	Surintendant	Lib.
Lévis	J.-Aurélien Roy	Administrateur industriel	R.C.
Limoulu	Fernand Houde	Comptable	Lib.
L'Islet	Julien Giasson	Courtier d'assurances	Lib.
Lotbinière	Jean-Louis Béland	Aviculteur	R.C.
Louis-Hébert	Claude Castonguay	Actuaire	Lib.

<u>District électoral</u>	<u>Nom</u>	<u>Profession</u>	<u>Affiliation politique</u>
Maisonneuve	Robert Gordon Burns	Avocat	P.Q.
Marguerite-Bourgeoys	Claire Kirkland-Casgrain	Avocate	Lib.
Maskinongé	Rémi Paul	Avocat	U.N.
Matane	Jean Bienvenue	Avocat	Lib.
Matapédia	Bona Arsenault	Homme d'affaires et journaliste	Lib.
Mégantic	Bernard Dumont	Agent d'assurances et homme d'affaires	R.C.
Mercier	Robert Bourassa	Avocat et économiste	Lib.
Missisquoi	Jean-Jacques Bertrand	Avocat	U.N.
Montcalm	Marcel Masse	Professeur	U.N.
Montmagny	Jean-Paul Cloutier	Licencié en sciences commerciales	U.N.
Montmorency	Louis Vézina	Avocat	Lib.
Napierville-Laprairie	Paul Berthiaume	Conseiller en informatique	Lib.
Nicolet	Clément Vincent	Agriculteur	U.N.
N.D.-de-Grâce	William Tetley	Avocat	Lib.
Olier	Fernand Picard	Industriel	Lib.
Outremont	Jérôme Choquette	Avocat	Lib.
Papineau	Mark Assad	Professeur	Lib.
Pontiac	Jean-Guy Larivière	Marchand	Lib.
Portneuf	Antoine Drolet	Gérant de magasin	R.C.
Richelieu	Claude Simard	Industriel	Lib.
Richmond	Yvon Brochu	Psychologue	R.C.
Rimouski	Maurice Tessier	Avocat	Lib.
Rivière-du-Loup	Paul Lafrance	Chirurgien-dentiste	Lib.
Robert-Baldwin	Arthur-E. Séguin	Administrateur	Lib.
Roberval	Robert Lamontagne	Notaire	Lib.
Rouville	Marcel Ostiguy	Industriel	Lib.
Rouyn-Noranda	Camille Samson	Vendeur	R.C.
Saguenay	Lucien Lessard	Professeur	P.Q.
Sainte-Anne	George P. Springate	Homme d'affaires	Lib.
Sainte-Marie	Charles Tremblay	Aide technicien, syndicaliste	P.Q.
Saint-Henri	Gérard Shanks	Fonctionnaire	Lib.
Saint-Hyacinthe	Fernand Cornellier	Gérant	Lib.
Saint-Jacques	Claude Charron	Professeur	P.Q.
Saint-Jean	Jacques Veilleux	Professeur	Lib.
Saint-Laurent	Léo Pearson	Courtier en valeurs	Lib.
Saint-Louis	Harry Blank	Avocat	Lib.
Saint-Maurice	Philippe Demers	Vétérinaire	U.N.
Saint-Sauveur	Armand Bois	Courtier d'assurances	R.C.
Shefford	Armand Russell	Industriel	U.N.
Sherbrooke	Jean-Paul Pépin	Représentant des ventes	Lib.
Stanstead	Georges Vaillancourt	Commerçant	Lib.
Taillon	Guy Leduc	Puplicitaire	Lib.
Témiscamingue	Gilbert Théberge	Dentiste	Lib.
Témiscouata	J.-Montcalm Simard	Industriel	U.N.
Terrebonne	Denis Hardy	Avocat	Lib.
Trois-Rivières	Guy Bacon	Agent de relations publiques	Lib.
Vaudreuil-Soulanges	Paul Phaneuf	Administrateur	Lib.
Verchères	Guy St-Pierre	Ingénieur	Lib.
Verdun	Lucien Caron	Industriel	Lib.
Westmount	Thomas Kevin Drummond	Administrateur	Lib.
Wolfe	René Lavoie	Agent d'affaires	U.N.
Yamaska	Benjamin Faucher	Vétérinaire	Lib.

Lib. Libéral R.C. Ralliement des créditistes
P.Q. Parti québécois U.N. Union nationale